Les restructurations militaires induites par la création de la Force de Défense Nationale au Burundi : perspectives et enjeux en termes de reconstruction identitaire et territoriale

Adrien Ndayegamiye

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rge/3269>

DOI : 10.4000/rge.3269

ISSN : 2108-6478

Éditeur

Association des géographes de l'Est

Édition imprimée

Date de publication : 30 mai 2011

ISSN : 0035-3213

Référence électronique

Adrien Ndayegamiye, « Les restructurations militaires induites par la création de la Force de Défense Nationale au Burundi : perspectives et enjeux en termes de reconstruction identitaire et territoriale », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 51 / 1-2 | 2011, mis en ligne le 18 janvier 2012, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rge/3269> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rge.3269>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Les restructurations militaires induites par la création de la Force de Défense Nationale au Burundi : perspectives et enjeux en termes de reconstruction identitaire et territoriale

Adrien Ndayegamiye

Introduction

- 1 Le Burundi, petit pays enclavé entre les pays membres de la Communauté des Pays des Grands Lacs (CEPGL) et ceux de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), est confronté depuis la fin de la période coloniale à des conflits à caractère cyclique. Leur intensification est à la base de vagues de violences (1965, 1972, 1988, 1993) sur fond de manipulation ethnique. Elle a aussi durement mis à mal le tissu socio-économique du pays (Ndayegamiye, 2007). En conséquence, le Burundi est classé parmi les cinq pays les moins avancés dans le monde, selon les mesures du développement humain (IDH).
- 2 Entre 1993 et 2000, période durant laquelle la crise est la plus meurtrière, les conflits opposent les partis et mouvements politiques armés (PMPA) composés de rebelles Hutus d'un côté, et les forces armées régulières (FAB), composées majoritairement de militaires Tutsis de l'autre côté. L'impact de la guerre se lit globalement à travers :
 - de très lourdes pertes en vies humaines, estimées à plus de 250.000 morts toutes ethnies confondues ;
 - d'importantes destructions d'infrastructures, d'écosystèmes et autres éléments constitutifs du patrimoine national ;

- de l'amenuisement des moyens financiers de l'Etat, en particulier ceux naguère consacrés à l'acquisition de biens et services de base ;
 - de l'élévation des dépenses de sécurité ; des dépenses militaires en particulier ;
 - de la baisse de l'aide internationale suite à l'arrêt des projets de développement.
- 3 Aux fins d'arrêter la guerre et ainsi remettre le Burundi sur la voie de la pacification, de la reconstruction et du développement, maints rounds de négociation ont été engagés sous l'égide de la communauté internationale. Il en a principalement résulté deux accords : d'abord l'accord de paix (2000), puis l'accord de cessez-le feu (2002). En particulier, les deux accords consacrent la formation d'une nouvelle Force de Défense Nationale (FDN), équitablement composée des Ex-PMPA et des FAB. La formation de ce nouveau corps s'inscrit donc dans la droite ligne de la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS), dans le sens d'éviter le retour des situations de conflits, via l'instauration de l'Etat de droit.
- 4 Comme la plupart des pays sortant des périodes de conflits armés, la formation de la FDN implique des restructurations d'espaces militaires. Dans cet ordre, il importe d'éclairer le lecteur intéressé sur le contenu formel de ces dernières. Aussi semble-t-il opportun d'interroger la cohérence structurale du processus de leur mise en œuvre. Autrement dit, les axes de restructurations tels qu'ils ont été mis en chantier, suffisent-ils en eux-mêmes au regard de la spécificité du contexte géo-historique du Burundi. Ou faudrait-il y adjoindre des mécanismes d'accompagnement appropriés, et ainsi éviter un chaînon manquant dans le processus de consolidation de la paix et de développement durable ?
- 5 En effet, comme l'augure la Vision Burundi 2025, la cohésion sociale est indispensable pour mobiliser et engager les énergies de l'ensemble de la population vers la réalisation d'un futur partagé et d'un avenir meilleur pour les générations futures. Dans cette optique, capitaliser sur le mixage territorial des ethnies peut constituer un atout puissant pour une intégration nationale effective.

I - Un bref aperçu du contexte géo-historique

- 6 Le Burundi fait partie de l'Afrique sub-saharienne. Plusieurs facteurs structurels, tant sur le plan politique qu'économique expliquent ses faibles performances économiques et ses difficultés majeures à répartir le revenu national.

A - Analyse de quelques problèmes de développement économique

- 7 Pris au sens de l'économie internationale, c'est un petit pays, tant par sa superficie (27.834 km²), que par ses faibles performances économiques. Il est classé parmi les pays les moins développés du monde, au 169ème rang sur 177, avec un IDH variant de 0,394 à 0,420. Celui-ci prend en compte les trois dimensions relatives aux conditions matérielles de vie d'une population : état sanitaire, niveau d'éducation et de formation et niveau de vie matérielle. Cette dernière dimension se réfère à la valeur d'échange de toute la production intérieure de biens et services.

Figure 1: Le Burundi, un petit pays enclavé

- 8 Le niveau notoirement bas de l'IDH au Burundi, est essentiellement dû à la faiblesse persistante de son PIB/Hab. exprimé en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA). Autrement dit, si l'élévation de l'IDH ne tenait qu'aux deux premières composantes, les efforts déjà fournis par le gouvernement auraient permis le pays de se classer dans les pays à IDH moyen. Alors que la scolarisation et la gratuité des soins de santé maternelle et infantile augmentent jusqu'à atteindre des taux de près de 80%, force est néanmoins de remarquer que le pourcentage des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté¹ a progressivement augmenté, passant de 34% en 1990 à 67% en 2006 (Banque Mondiale, 2006). Mis à part l'absence du tissu industriel performant et l'étroitesse du marché local d'écoulement de biens manufacturés, d'autres facteurs expliquent cette situation.
- 9 *Primo*, d'après le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (2008), la population s'élève à 8.053.604 habitants, avec une densité moyenne de 330 hab./km². Les terres arables sont donc extrêmement exposées aux pratiques de morcellement et de surexploitation, sans parler des problèmes fonciers. En plus, la population s'accroît chaque année de 2,5% sans que des mécanismes d'absorption de la main d'œuvre additionnelle, suivent ce rythme². *Secundo*, l'éloignement du Burundi par rapport à la mer (1.200 km de l'Océan indien et 2.200 km de l'Océan atlantique) et la faible densité du réseau routier, font de ce pays, l'un des plus enclavés d'Afrique. *Tertio*, au-delà des contraintes liées à l'irrégularité des conditions climatiques ; variabilité que les experts du développement identifient au risque gérable, les appareils de production économique du Burundi sont constamment exposés à bien d'autres risques à caractère plutôt externe, non gérable.
- 10 Tous ces facteurs concourent à l'affaiblissement des capacités internes de création de richesse. D'après les statistiques récentes, le niveau du revenu national du Burundi équivaut actuellement à 110\$ de PNB/hab., alors que la moyenne de l'Afrique subsaharienne est d'environ 500\$. Le secteur agricole y contribue largement. Durant les décennies 1960-1990, les recettes du café ont constitué la principale source de devises.
- 11 Pareille configuration économique détermine certes les limites de possibilités de production. Mais, l'on peut aussi affirmer que les guerres intempestives sont implicitement sous-tendues par l'envie de contrôler le surplus de la production nationale ainsi que les autres sources de financement du pays. La logique de l'accumulation et même de la domination présente chez l'élite modernisatrice nationale, peut se lire à travers le manque des mécanismes de redistribution de la richesse nationale entre les parts allant vers les gouvernants, et celles revenant aux

gouvernés (Leary, 1997). A notre avis, cette logique se traduirait encore mieux par le *rent seeking*³.

B. Du *rent seeking* ... à la naissance de rebellions armées

- 12 C'est dans le prolongement de la décolonisation en Afrique, qu'il faut chercher les premières manifestations de désintégration sociopolitique au Burundi. C'est à partir de la fin des années 1950, que deux catégories d'élites nationales se divisent⁴. Ce début de radicalisation de divergences s'opère en l'absence du Mwami⁵, roi des Barundi, et fait désormais naître un climat de haine entre l'élite hutu et tutsi.

Figure 2: La logique du *rent seeking*

- 13 Depuis lors, les luttes intempestives qui se sont succédé, se sont chaque fois soldées par des tentatives de coup d'Etat et massacres interethniques. Il en résulte une psychose généralisée de peur du lendemain et partant des luttes pour la survie physique et politique, d'un côté comme de l'autre. Afin de s'en prévenir, le travail d'intoxication, de diabolisation et de victimisation de l'autre, se développe jusqu'en dehors du territoire national avec à la clef le déversement d'un immense flux de réfugiés Hutus en Tanzanie, au Rwanda, en RDC, et même en Europe. Avec l'appui des lobbies étrangers, c'est depuis ces camps de réfugiés et certaines capitales étrangères que les partis d'opposition et les rebellions armées ont émergés et se sont développés. En effet, les Etats du Sud, sont généralement considérés comme de véritables menaces pour la liberté de leurs populations. Les Etats-nations à régime militaire et/ou à parti unique, sont particulièrement pointés du doigt ; accusés d'appauvrir, de massacrer et de forcer à l'exil les populations qu'ils sont sensés protéger.
- 14 En conséquence, ce que l'on a communément appelé « vent de l'Est »⁶ souffle, non plus uniquement sur l'Europe de l'Est, mais aussi sur une partie du continent africain, avec l'appui de la communauté internationale⁷. Sur cette lancée, le Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU) devient le premier parti politique agréé dès l'adoption du multipartisme. Pour lui en effet, les Hutus sont majoritaires (estimés à 85%) au Burundi. A ce titre, même seul, rien ne peut plus les empêcher d'accéder au haut sommet de la hiérarchie du pouvoir et d'inverser les tendances, mêmes lourdes. La lutte pour la défense de la démocratie est coextensive à cette idée. En 1993, le verdict des urnes confirme l'hypothèse⁸ et le changement opéré augure une révolution sociale à l'image du Rwanda en 1959.
- 15 Cependant, la minorité tutsie admet difficilement de voir lui échapper les dernières parcelles de pouvoir. Sa survie, non seulement politique, mais également physique devient sujette à caution. Après un peu moins de cent jours à la tête du pays, un putsch militaire organisé par quelques éléments de l'armée emporte d'ailleurs la vie du

président démocratiquement élu. Le pays s'embrase à nouveau. Encore une fois, le concours de circonstances et en particulier la désertion quasi massive des officiers élèves Hutus, alors étudiants à l'Institut Supérieur des Cadres Militaires (ISCAM) juste après le putsch sanglant, fait émerger de façon définitive les mouvements rebelles plus structurés, capables d'affronter l'armée gouvernementale.

- 16 En raison de l'intensification du conflit armée, le gouvernement adopte des mesures plutôt militaristes de contrôle et de sécurisation de la population tant en ville que dans la paysannerie. Des dispositifs de retranchement sous forme de camps de regroupement, ont été créés. Il en a ainsi résulté une militarisation de l'espace rural d'une part, et une démilitarisation des casernes d'autre part ; puisqu'aux effectifs militaires d'actifs s'ajoutent de jeunes recrues, appelés pour les besoins du Service Militaire Obligatoire.
- 17 Cependant, les dispositifs aménagés sont décriés par les partis d'opposition et groupes armés ; arguant qu'ils rappellent cyniquement les fameux hameaux stratégiques mis en place lors de la guerre du Vietnam. Pour eux, il s'agit d'authentiques camps de concentration de type Nazi où l'armée mono-ethnique tutsie incarcère les paisibles citoyens Hutus⁹. Par ailleurs, il n'est pas sécurisant pour ces derniers de se voir entourés par des positions militaires. Quant à la perception des Tutsis déjà rescapés, les laisser seuls, équivaldrait à les abandonner au même sort que celui qui a été réservé aux minorités du Rwanda en Avril 1994. D'où le déplacement massif de minorités tutsies, réfugiées dans les casernes militaires et dans des sites de fortune. En somme, les divergences de vue ne pouvaient finalement déboucher que sur une radicalisation ethnique de la compétition politique au Burundi et, de manière générale, sur une crise dont la seule issue valable reste la mise en chantier du processus des négociations.

C - De la crise sociopolitique des années 1990 aux négociations de paix

- 18 La période des négociations officielles s'échelonne de 2000 à 2006, afin d'amener toutes les parties prenantes aux conflits, de trouver une solution qui soit satisfaisante pour tous.
- 19 Deux accords principaux ont résulté du marathon des négociations: l'accord d'Arusha et les accords de cessez-le-feu. Signé en Août 2000 après trois années de négociations intenses, le premier doit mettre un terme définitif aux conflits politiques et ethniques et jeter les bases de l'instauration d'un État de droit au Burundi. Quant au second, signé presque deux ans après le premier, il vise à amener le gouvernement et le principal mouvement rebelle, le Conseil National pour la Défense de la Démocratie - Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD-FDD), à mettre définitivement fin aux combats. L'accord de cessez le feu comporte deux volets: un volet militaire et un autre politique. Il comprend aussi des dispositions relatives au partage des postes, sous forme d'un « Accord Technique des Forces ».
- 20 Concernant les corps de défense et de sécurité, les deux accords consacrent la création et l'organisation d'une nouvelle armée : la Force de Défense Nationale (FDN). Entre autres dispositions, il est prévu que pendant une période à déterminer par le Sénat, la FDN ne compte pas plus de 50% de membres appartenant à un groupe ethnique particulier, compte tenu de la nécessité d'assurer l'équilibre ethnique et de prévenir les actes de génocide et les coups d'Etat¹⁰. Il s'entend dès lors que les 50% accordés au

groupe ethnique hutu sont donc à partager par tous les groupes rebelles luttant pour la cause hutue.

- 21 En dépit de l'existence des points de blocage¹¹, les mesures préconisées par l'Accord d'Arusha, se sont progressivement mises en place sur le plan politique. En l'occurrence, la Constitution du Burundi est approuvée par une large majorité en 2005. De même, le code électoral permet le bon déroulement des élections communales, législatives et sénatoriales cette même année. Elles se traduisent en août 2005, par une victoire massive du principal mouvement rebelle (CNDD-FDD), mettant un terme à la période de transition. Comme cela est prévu dans les différents accords, la première législature post-conflit doit durer jusqu'en Août 2010. Et, pour pacifier davantage les périodes de transitions, ainsi que les suivantes législatures, une importance particulière est réservée à la réforme des secteurs sensibles ; ceux-là même qui ont toujours été considérés comme des centres névralgiques dans la prise et dans la protection du pouvoir en place.

II - La réforme du secteur de sécurité (RSS) comme cadre de mise en œuvre des restructurations militaires

- 22 Dans le point I.C., il est mentionné que l'Accord d'Arusha doit conduire in fine à l'instauration d'un nouvel ordre politique, économique, social, culturel et judiciaire au Burundi¹². En consacrant la création de la FDN, produit d'une recomposition de forces, l'accord se positionne d'emblée comme un instrument de paix et de sécurisation des institutions.
- 23 Or la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) implique des restructurations de la gouvernance et de l'assise territoriale des corps de défense et de sécurité, incluant la police, les services de renseignement et même les services privés de gardiennage. Les restructurations organisationnelles et spatiales déjà effectuées ou en cours d'exécution concernent les quatre points suivants :

A - Le projet « Casernement »

- 24 Avec l'aggravation de la crise dans les années 1990, des violations graves et massives ont été perpétrées à l'encontre des populations civiles, souvent accusées de soutenir l'une ou l'autre partie en conflit. Afin d'y remédier, le haut commandement militaire a instauré la formule de regroupement des populations à proximité des positions militaires en milieu rural¹³. Cependant, la vie quotidienne de ces militaires dépendant d'une obligation d'assistance de la part de la population civile, les risques de dérive voire d'exactions s'avèrent élevés (violences, vols, vagabondage sexuel...) et se confirment rapidement. Ainsi, l'éparpillement de ces militaires constitue paradoxalement une source d'insécurité pour la population qu'ils sont censés protéger, du moins si une réorganisation politico-territoriale du dispositif n'est pas définie et mise en œuvre.
- 25 Ainsi le concept de casernement vise à faire retourner les militaires dans leurs casernes respectives ; avec tout ce que cela implique comme restructuration des espaces d'accueil. Or, contrairement aux hameaux stratégiques soigneusement conçus par les américains au Vietnam, les camps de regroupement ou de déplacés ainsi que les

positions militaires qui les défendent, accusent d'un manque criant d'infrastructures, d'équipements collectifs et tout particulièrement de services d'assainissement et d'hygiène. Désormais quatorze casernes militaires, bénéficient déjà du projet de réhabilitation, financé par le BINUB à travers le Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix au Burundi.

- 26 Le projet casernement contribue à atteindre d'autres objectifs spécifiques, notamment celui de protection de l'environnement. En effet, non seulement la dissémination des militaires rend difficiles les autres formes de restructuration des corps de défense, mais elle fragilise également les milieux naturels. En prônant le retour des militaires dans leurs casernes respectives et celui des déplacés dans leurs familles sur les collines d'origine, l'environnement physique s'en trouve amélioré, limitant en particulier la déforestation ; le projet permet ainsi de substituer l'utilisation de la tourbe et des fours installés dans les casernes réhabilités, à la coupe systématique du bois de chauffage pour les besoins de cuissons des militaires.

B – Réduction des effectifs et réinsertion socioéconomique des ex-combattants

- 27 Avant la mise en œuvre de la RSS, le Burundi compte 55.000 anciens combattants provenant des anciennes FAB et des ex PMPA. Or, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) fixent les seuils des effectifs respectivement à 25.000 pour la FDN et à 20.000 pour la Police Nationale du Burundi (PNB), un pays aussi pauvre et dépendant ne pouvant que difficilement justifier l'entretien d'une pléthore de fonctionnaires. En attendant la validation du recensement des militaires, la taille atteinte de l'armée et de la police est respectivement estimée par les Ministères de la Défense et de l'Intérieur à 26.588 militaires en service actif et 17.161 policiers, soit des chiffres relativement proches des seuils voulus par les institutions de Breton Wood.
- 28 Cette réduction des effectifs se réalise à travers le Programme National de Démobilisation, de Réintégration et de Réinsertion socioéconomique (PNDRR). Celui-ci constitue un maillon essentiel du processus de paix et de stabilisation du Burundi. Son principal objectif n'est pas seulement de démobiliser les combattants, mais aussi de faciliter leur réinsertion durable et progressive dans la vie civile. La réussite du processus de démobilisation, de réinsertion et de réintégration aura ainsi permis de diminuer les dépenses militaires de 62,7 milliards de FBU en 2004 à 23,7 milliards de FBU en 2007. Ce faisant, le budget disponible pour les dépenses sociales (santé, éducation, aide aux sinistrés etc.) a augmenté de presque 50%, passant de 75,8 milliards de FBU en 2007 contre 51,3 milliards en 2004. La démobilisation devrait donc permettre d'affecter une partie plus importante des ressources nationales vers les secteurs économiques et sociaux.
- 29 En outre, le PNDRR permet de mettre en étroite collaboration de nombreux partenaires de premier plan: le gouvernement, la Banque mondiale, qui apporte un soutien financier et technique, les agences de l'ONU qui appuient les Equipes Mixtes de Cessez-le feu dans la supervision du processus de désarmement et de vérification du statut de combattant. L'UNICEF et la structure nationale pour la démobilisation et la réintégration des enfants soldats assurent quant à elles, la mise en œuvre appropriée du volet à ces catégories si vulnérables. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) fournit un soutien alimentaire pour les centres de démobilisation au cours de la

première étape du Programme. De manière générale, la Belgique, la Norvège, les Pays-Bas et l'Union Européenne appuient l'actuel redressement du Burundi, par la poursuite de la mise en œuvre des différents autres volets de la réforme du secteur de la sécurité.

C - Professionnalisation des membres de la FDN

- 30 Compte tenu du contexte sociopolitique des années 1990 dans le monde, la perspective d'une mobilisation générale via la circonscription ou le service militaire obligatoire devient de moins en moins probable. Tantôt les tailles de l'économie ne s'y apprennent pas assez ; tantôt les accords signés s'y opposent.
- 31 Décidée au plus tôt dans les pays à tradition d'économie libérale¹⁴, la professionnalisation des armées vise à réduire le format des armées pour en diminuer le coût économique tout en les rendant plus facilement projetables sur des théâtres d'opération extérieurs. Prenant le contre-pied du service national obligatoire, la professionnalisation valorise l'extension du champ d'intervention des armées hors du domaine purement militaire : économie, maintien de la paix, genre, humanitaire, protection civile, environnement, etc. Ainsi, réfère-t-elle à une vision plutôt globale de la défense.
- 32 Au Burundi, les accords signés suggèrent par ailleurs le respect de quotas ethniques en vue d'assurer l'équilibre nécessaire à la pacification progressive de la société. A un autre niveau, le gouvernement s'engage à accroître le niveau de professionnalisation par un renforcement des capacités opérationnelles des corps de défense, notamment à travers la formation et l'équipement des effectifs non démobilisés.
- 33 Pour y arriver, les interventions de certains pays membres de l'Union Européenne se présentent comme également diversifiées. Ainsi par exemple, la contribution belge à la FDN porte sur le rattrapage en matière de formation, au profit des ex-PMPA) et la dispense de cours de professionnalisation auxquels prennent aussi bien part les ex-PMPA que les anciennes FAB. Cette intervention se nomme « Harmonisation ». Elle consiste à ajuster les modules de formation en tenant compte de la différence ou de l'écart des connaissances et compétences déjà acquises par les différentes catégories précitées. Il s'agit d'étendre et de diversifier les branches disciplinaires et les programmes de formation afin d'accroître la flexibilité et la capacité d'adaptation des personnes formées à des terrains d'opération diversifiés.
- 34 De la sorte, l'on rompt avec près d'un demi-siècle de mobilisation et d'affectation des ressources humaines en fonction des sensibilités du haut commandement, au nom de l'intérêt supérieur de la Nation. Le contrat, le volontariat et l'autodiscipline devraient donc suppléer au tout statutaire, au service obligatoire, etc. En outre, la professionnalisation ouvre la voie à la pénétration des compétences nouvelles au sein de l'Armée, naguère fermée et même qualifiée à l'instar de l'armée française, de grande muette. Autrement dit, avec la professionnalisation, il n'est pas exclu que des départs de cadres militaires, retraités ou démobilisés, soit compensé par un recrutement plus important d'engagés volontaires issus de la société civile. L'appel relativement accru à des sous-traitantes du secteur privé pour assurer la réorganisation logistique rentre elle aussi dans cette perspective de professionnalisation de la FDN.

D - Projet « Moralisation »

- 35 La crise qui a durement affecté le Burundi a produit des conséquences sociopolitiques et économiques. Les différentes composantes de la société burundaise ont été touchées de façon uniforme ou indifférenciée. En ce qui concerne les hommes en uniformes et en armes, les conséquences s'observent au niveau psychologique. La dégradation des valeurs morales s'est particulièrement manifestée dans les zones d'occupation militaire. Concrètement, les groupes armés, autant les FAB que les ex-PMPA, ont commis de nombreuses exactions : tueries, massacres, vols, viols, vandalisme, destructions aveugles..., autant de violations des droits de la personne humaine en général, et des catégories les plus vulnérables en particulier. Une des conséquences à long terme de ces actes est la contamination et la propagation du SIDA.
- 36 Afin d'éviter le retour de telles déviances, un changement de comportement s'impose. La nouvelle armée nationale n'est pas seulement engagée sur la voie du loyalisme ; elle doit en même temps s'attacher aux valeurs démocratiques et au respect des droits de la personne humaine. Dans cet ordre, le point d'amorçage du changement souhaité reste la discipline, fondement même de l'institution militaire. Il importe ainsi de renouer avec la discipline en réhabilitant notamment l'apprentissage des règles et des valeurs démocratiques, de sorte à obtenir finalement des comportements homogènes, loyaux et solidement attachés à l'Etat de droit. Parmi les instruments d'opérationnalisation du projet Moralisation, figurent le renforcement des juridictions militaires et l'accent particulièrement mis sur l'enseignement du Droit International Humanitaire.

E - Approche critique de la RSS

- 37 L'analyse de ces quatre volets de la RSS, en cours d'application, et du contexte géopolitique qui préside à la conception de celle-ci, amène à constater que sa mise en œuvre revêt un caractère plutôt standardisé laissant peu de place aux mécanismes d'accompagnement localisés et adaptés aux spécificités socio-territoriales d'échelon local. Tout en affirmant que la RSS reste un élément essentiel dans la stabilisation et dans la reconstruction post-conflits, le Conseil de Sécurité de l'ONU admet cependant que toute réforme doit obéir aux contextes particuliers de chaque pays ; reconnaissant par là que les besoins, les contraintes et les spécificités varient d'une situation à l'autre et ceci à différentes échelles géographiques.
- 38 A notre avis, une prise en compte effective de singularités relatives à la genèse et aux impacts géo-historiques des conflits armés permettrait plus d'appropriation et partant la réussite du processus de changement voulu par la RSS. Dans le point I, une hypothèse a été émise : la vraie nature du conflit inter-burundais se trouve dans le rent seeking, en tant que générateur des comportements de prédation des ressources naturelles, ou en tous cas de luttes armées pour le contrôle de celles-ci au profit d'une infime partie de la population. Dans ce sens, l'effort de reconnaissance, de préservation et de revalorisation de ce qui peut être considéré comme constitutif du bien commun à toutes les parties hier en conflit, participerait davantage à la consolidation de la paix, ne serait-ce que par une culture de justice distributive qu'il conférerait désormais aux membres du corps. Le contenu développé dans les pages qui suivent, milite justement en faveur de la perspective de patrimonialisation, en tant que mécanisme

d'accompagnement approprié des restructurations militaires induites par la formation de la nouvelle Force de Défense Nationale du Burundi.

III - La patrimonialisation, au service de la restructuration territoriale et de l'intégration ethnique au sein de la FDN

- 39 Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), deuxième institution internationale à définir la RSS, cette dernière implique la transformation des institutions en charge de la sécurité, de sorte à réduire les risques de résurgence de conflits, en assurant la sécurité des citoyens et en créant un environnement favorable au développement durable. Définie ainsi, la RSS est mise en œuvre, non pas en tant que projet in se, mais au travers de son intégration à un processus général de construction de la paix (peace-building program) et de développement.
- 40 Pour atteindre cet objectif, la perspective de patrimonialisation s'impose en tant que catégorie de pensée et d'œuvres potentiellement fédératrices, à même de transformer d'anciens frères ennemis en nouveaux frères d'armes. Les quatre niveaux d'analyse qui suivent, pour autant qu'ils gardent quelques points de convergence avec la définition et le contenu de la RSS, pourraient constituer, à notre avis d'acteur de ce processus de reconstruction, des états pertinents en faveur de la perspective de patrimonialisation

A - Le succès politique des Accords de paix : un préalable pour une réforme et des restructurations militaires adéquates

- 41 Le succès de la négociation politique pour mettre fin aux combats, constitue le meilleur cadre de mise en œuvre des restructurations militaires. Or, un tel succès n'est possible qu'avec l'instauration d'un débat sur les causes profondes ou la vraie nature des conflits dans un pays donné. Au Burundi, peut-on affirmer qu'en dépit de la signature des accords de paix et de cessez-le feu, un tel débat franc, honnête et sincère a été pour autant instauré tout au long du processus de négociation et de consolidation de la paix ? Déjà la poursuite des hostilités, même après la signature largement soutenue des différents accords, témoigne plutôt du contraire...
- 42 En effet, toutes les structures de médiation qui se sont succédé dans la résolution du conflit semblent avoir adhéré à la mise en scène de la confrontation en termes de majorité – minorité ethniques, sans nuances. Autrement dit, elles semblent avoir réduit le débat plutôt en termes de peuple combattant pour sa liberté (Hutu) d'un côté, et de seigneurs féodaux ou de cliques militaro-financières accrochés au pouvoir depuis la fin de la colonisation (Tutsi) de l'autre. Aussi, le fait que l'Accord d'Arusha, pourtant considéré comme le principal instrument de référence dans la conduite des affaires internes et externes du Burundi, ait été signé en toute hâte et sous une pression internationale intense, en fragilise la portée. Par ailleurs, les signatures ayant été apposées dans la confusion¹⁵ et surtout avec beaucoup des réserves, le résultat a été que la signature de l'accord de paix précède malencontreusement l'Accord de cessez-le feu entre les groupes armés, créant un renforcement de l'identité rebelle par rapport à la pacification de la société. Dans l'ensemble, le débat entre ethnicité et citoyenneté responsable n'a pas été concrètement amorcé.

- 43 Par là, il y a lieu de soutenir l'idée selon laquelle, le problème burundais est plus d'ordre politique qu'ethnique. Ceci dit, la cause profonde de la guerre ne réside pas foncièrement dans les appartenances ethniques. Elle est plutôt à chercher dans les comportements prédateurs du maigre revenu national du pays, et partant dans les pratiques d'exclusions sociales par le rent seeking. Dans cette hypothèse, la solution se trouverait non seulement dans l'effort de patrimonialisation des richesses communes, mais aussi dans une culture de citoyenneté responsable, en ce sens qu'elle prend en compte les demandes actuelles de « bonne gouvernance » à la fois globale et locale, ainsi que des exigences de redevabilité (accountability) dans la gestion de la cité burundaise.

B - L'intégration des forces de défense : du processus au résultat

- 44 Par définition, l'intégration constitue une des fonctions du système social assurant la coordination des diverses fractions de celui-ci, pour assurer le bon fonctionnement de l'ensemble. En psychologie, l'intégration s'exprime par l'ensemble des interactions entre les membres ; provoquant un sentiment d'identification au groupe et à ses valeurs. Chaque individu sera donc considéré comme intégré s'il partage les valeurs et les normes de la société à laquelle il appartient désormais.
- 45 Dans le cadre de l'intégration des combattants issus de l'armée régulière (FAB) d'un côté, et des ex-rebelles et partis d'opposition (Ex-PMPA) de l'autre, la formule adoptée consiste en « 1+1 = 3 », étant donné qu'aucune des deux composantes n'a indiscutablement exercé et/ou revendiqué une victoire militaire totale sur l'autre. Tel dans un foyer nouvellement fondé, les structures anciennes, les anciens statuts du personnel ou même les manières d'agir caractéristiques de chaque partie, ne peuvent donc dominer ou avoir libre cours dans la nouvelle force constituée. C'est dire que cette dernière repense entièrement sa doctrine de défense, réorganise ses structures et ses moyens de fonctionnement ou/et d'investissement. Aussi les membres composant la FDN ne devraient-ils pas désormais mettre en avant ce qui était supposé procurer des assurances de sécurité tant matérielle que psychologique aux uns et aux autres (Knight, 2009), comme du temps précédant le mariage de leurs volontés.
- 46 Conçu comme tel, le processus d'intégration doit ainsi déboucher sur un résultat qualitatif : une production davantage de cohésion sociale au sein de la FDN. La cohésion qui s'établit transcende ou, au moins, dépasse largement en effet le niveau des aspirations personnelles des membres. Dit autrement, elle subordonne ces dernières à une exigence collective, tout en valorisant justement les qualités de chacun. Le gage de faisabilité de cette entreprise de changement comportemental se trouve dans le fait que la FDN a pu voir le jour dans un contexte politique particulièrement tendu. Elle dispose donc d'un potentiel de cohésion interne qui pourrait l'aider in fine, à se dépolitiser progressivement, quitte à répondre à l'exigence de neutralité politique prônée par la RSS. La perspective de patrimonialisation, en ce sens qu'elle renforcerait le sens de la solidarité et de mutualisation du capital social, peut ainsi être considérée comme un moyen de ressouder les déchirures sociales causées par la guerre civile.

C - Le paradigme de développement durable : un cadre théorique opportun pour la restructuration et l'intégration

- 47 Il semble que la prise de conscience environnementale et patrimoniale se dessine, s'accélère et se diversifie principalement dans le cours ou à l'issue de périodes de crises sociales intenses¹⁶ ; que celles-ci soient d'ordre politique, idéologique, religieuse, économique ou autres. Il sied d'abord de mettre en situation la perspective de patrimonialisation par rapport au paradigme de développement durable.
- 48 Le patrimoine désigne généralement l'ensemble des biens et des droits, dont on hérite par effet de filiation ou d'adoption. Défini ainsi, l'idée fondamentale est celle d'héritage ou de transmission intergénérationnelle. Mais, à ce niveau individuel, le statut public ou collectif du patrimoine n'est pas clairement mis en évidence. Pour dépasser la sphère privée des familles et des lignées, des clans ou des cliques, deux aspects sont à prendre en compte : la diversification des sortes de biens publics partagés par une communauté d'individus d'une part, et la protection de l'environnement d'autre part.
- 49 Dans les deux sens, le concept de patrimoine se réfère à la qualification et à gestion responsable (non prédatrice) des milieux naturels de vie, facteur de transmission garantie et équitable de ressources locales et mêmes mondiales. Autrement dit, parler de patrimoine dans le contexte de filiation collective revient à poser le principe de conservation du bien commun non pas uniquement sur la ligne des deux temps, mais davantage sur celles des trois : le passé, le présent et le futur. Derrière cette focalisation de l'attention sur la ligne à trois temps, et en particulier sur le temps passé, l'idée-force est que les menaces sur l'environnement ne tiennent pas uniquement au niveau du caractère limité ou non des ressources naturelles, mais aussi, sur la plan de l'éthique, à leur consommation ou utilisation.
- 50 Autrement dit l'homme ne se nourrit pas seulement de la faune et de la flore, mais aussi de néguentropie¹⁷ ; c'est-à-dire de l'ordre des choses et des relations (affinités, filiation et affiliations aux groupes, aux catégories transcendantes). Dès lors, on ne saurait prendre toute la mesure du lien intergénérationnel si l'on omet de relier les acquisitions nouvelles, les opportunités et les profits dont jouissent les générations actuelles... aux réalisations ou œuvres, grandes ou moins grandes, savamment initiées par les générations précédentes. Des symboles plus ou moins parlants, les empreintes plus ou moins indélébiles, les archives, des histoires de guerre, des monuments, des sites et autres lieux de mémoires militaires sont autant de marques du passage d'une génération de combattants à une autre ; des présences d'hier qu'il importe de sauvegarder et même d'embellir pour le plus grand bénéfice des générations futures. La correction des erreurs du passé en dépend.
- 51 Au sein de la FDN, le lien intergénérationnel peut être entretenu par le respect des règles et normes légalement fixées depuis de longue date, ainsi que la reproduction de nouvelles en ce qui concerne la préservation du patrimoine militaire, légués par les anciens combattants, toutes tendances confondues, qui en auraient pris conscience en premier lieu. Parmi ces règles, il y a lieu de noter les lois sur la protection du patrimoine national¹⁸, pour autant qu'elles s'inscrivent dans la logique du développement durable. De par leur nature, ces richesses non marchandes apparaissent en effet comme indivis c'est-à-dire non appropriables par les membres de la société, pris individuellement. A ce titre, elles constituent des objets vitaux pour le Burundi et, à ce titre, pourraient rentrer dans la catégorie des objets qui permettent la continuité

du dialogue entre les défenseurs du patrimoine militaire du passé et ceux d'aujourd'hui.

D - Le projet « Musée militaire » dans la perspective de patrimonialisation : outil d'intégration et de restructuration d'espaces militaires

- 52 Le projet de création ex nihilo d'un musée militaire vise à reconstituer l'histoire de l'armée et de ses guerres à partir d'un lieu géographique donné ; le même lieu devenant finalement porteur de valeurs éthiques et d'éducation patriotique. En effet, depuis les périodes précoloniales jusqu'aux guerres civiles que le Burundi vient de connaître, en passant par la pénétration des premiers explorateurs et d'impérialistes colonisateurs, l'historiographie militaire accuse aujourd'hui un manque, sinon un vide flagrant de témoins matériels sur le long itinéraire de progression des combattants, anciens ou nouveaux. La mise en chantier d'un musée militaire de la FDN pourrait, au moins partiellement, combler ce vide.
- 53 L'aménagement et l'équipement de cet espace militaire rentrent parfaitement dans la perspective de patrimonialisation en ce sens qu'elles en déterminent les procédures de sauvegarde, de conservation et de revalorisation des objets militaires, même hors d'usage. Les futures collections sont ainsi appelées à jouer le rôle d'interfaces socioculturelles qui, en même temps, rappellent que la FDN est une émanation de la société burundaise.
- 54 A côté de l'objectif de conservation, d'exposition et d'étude, la perspective de patrimonialisation induit également les projets de reconversion des sites, du déploiement territorial et, finalement de développement du secteur touristique. Il s'agit en fait d'une perspective de requalification à la fois sociale et territoriale, fondée sur le principe de continuité des activités¹⁹, ne serait-ce qu'en offrant la possibilité d'une réutilisation revalorisant des locaux rénovés, des casernes réhabilitées ou tout simplement de nouveaux sites militaires. Par extension, et sur le plan environnemental, plusieurs pistes sont à explorer dans cette perspective au-delà même du Burundi, de surcroît enclavé. Entre autres, la reconversion des sites à caractère militaire, peut être envisagée au sein des pays membres des organisations Communauté Est Africaine (CEA) et Communauté des Pays des Grands Lacs (CEPGL), à travers ce qu'il a été convenu d'appeler biens publics régionaux, constitués essentiellement de sites historiques et touristiques.

Conclusion

- 55 Le contenu de cet article porte sur les restructurations militaires induites par la création de la FDN au Burundi. Il ne serait pas redondant de rappeler que celle-ci est le produit de l'intégration des ex-PMPA au relent hutu, aux anciennes FAB d'obédience tutsie. Il sied également de rappeler que ce nouveau corps de défense nationale n'a pu voir le jour, qu'après maints rounds de négociations intenses sous à la fois la pression et avec le soutien matériel et financier de la communauté internationale. Autrement dit, ce sont les accords de paix et de cessez-le feu qui, en instaurant un nouvel ordre politique au Burundi, consacrent en même temps la création d'une force de défense

nationale nouvelle, supposée garantir la stabilité des institutions et le respect des droits de la personne humaine, sans exclusive.

- 56 Pour y arriver, non seulement un changement de comportements des membres du nouveau corps s'impose, mais aussi des restructurations d'espaces militaires s'avèrent-elles indispensables. Nous avons essayé de dire en quoi consistent ces changements et restructurations, par rapport au contenu même de la RSS, telle qu'elle est généralement appliquée aux pays sortant de plus ou moins longues périodes de conflits armés. Dans le cas précis du Burundi, ces restructurations socio-spatiales concernent :

- La réhabilitation des anciennes casernes en vue de démilitariser le monde rural
- La rationalisation en termes de réduction des effectifs militaires d'une part, la réinsertion socioéconomique des anciens combattants d'autre part, afin de les amener ultérieurement à se prendre eux-mêmes en charge et ainsi alléger le poids de leur entretien sur le budget national ;
- La professionnalisation dans le sens de former et de contractualiser les prestations des membres du nouveau corps dans plusieurs domaines ;
- La moralisation des membres du corps dans le sens d'inculquer les valeurs morales et civiques à ces derniers.

- 57 Certes, ces différents axes de restructurations militaires sont tous indispensables pour produire les changements nécessaires, conformément à l'esprit de la RSS. Des résultats tangibles sont même déjà observables dans certains domaines comme la réduction des effectifs et la réinsertion des ex-combattants. Cependant, et c'est l'essence même de notre point de vue, les différents chantiers de restructurations jusqu'ici mis en œuvre, produiraient davantage de résultats s'ils étaient assorties de stratégies d'intégration à fort potentiel fédérateur. Les mécanismes d'accompagnement voulus sont notamment ceux qui s'avèrent susceptibles de donner de la cohérence nécessaire à tout processus de changement et qui tiennent effectivement compte des singularités ou des spécificités du contexte burundais.

- 58 En effet, il a été conjecturé que le rent seeking se trouve à l'origine et même à l'intensification des luttes armées, tout au long de la deuxième moitié du vingtième siècle et, de surcroît, dans un pays aux niveaux de revenus économiques extrêmement faibles. Dans cette hypothèse, l'intégration effective passe aussi par l'effort de reconnaissance, d'identification, de préservation et de revalorisation de tout ce qui pourrait constituer le bien commun ; c'est-à-dire désormais *indivis* aux parties hier en conflit. Il s'agit là de la perspective de patrimonialisation dont nous avons souligné les enjeux. Le principal argument qui milite en faveur de cette perspective est qu'elle s'inscrit non seulement dans le processus de consolidation de la paix, mais aussi dans le paradigme de développement durable, conformément au contenu de la définition de la RSS. L'autre argument consiste à dire que c'est à coup de restructurations adéquates et de l'intégration effective que la participation des membres de la FDN à diverses missions multilatérales de maintien de la paix, toutes ethnies confondues et forte cohésion sociale aidant, sera rendue professionnellement possible et moralement viable.

BIBLIOGRAPHIE

Banque Mondiale, 2008, *Pauvreté, Vulnérabilité et Insécurité alimentaire au Burundi, Quelques résultats de l'enquête QUIBB*, Document de Travail, Quentin Wodon, 40 p.

Knight M., 2009, *Security Sector Reform : post-conflict integration*, Global Facilitation Network for SSR, University of Birmingham, United Kingdom, 55 p.

Leary T., 1997, « Peasants, Local communities and Central Power in Burundi », *The Journal of Modern African Studies*, n° 4, vol.35, pp. 7-14.

Lemarchand R., 1995, *Burundi, ethnic conflict and genocide*, Woodrow Wilson Center Press, pp. 76-105.

Mbondi E-M., 2003 « Le cinquième pouvoir en Afrique : la société civile et le droit de résister », in Yengo P., 2005, *Résistances et dissidences. L'Afrique centrale des droits de l'homme*, Rupture-Solidarité, no. 4, Paris, Karthala, pp. 11-37

Ndayegamiye A., 2007, *Elargir le champ de conception des indicateurs sociaux. Proposition d'une approche relationnelle à partir du contexte socioéconomique des années 90. Cas du Burundi*, Thèse de doctorat, UCL, Louvain-la-Neuve, 186p.

Riggs F-W., 1964, *Administration in Developing Countries: the Theory of Prismatic Society*, Boston, Houghton Mifflin Company, 477p.

Sites Internet

<http://www.operationspaix.net/IMG/NU>, 15 Février 2011

<http://www.berghof-handbook.net>, 20 Septembre 2010

<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf.080136.pdf> (République du Burundi, Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi)

<http://www.grandslacs.net/doc/> (République du Burundi, Constitution post-transition de la République du Burundi)

NOTES

1. Ce seuil est respectivement estimé à 820 fbu/hab./jour en milieu urbain (soit 50 cents d'euro) et 550 fbu/jour en milieu rural (soit 32 cents d'euro).
2. Le taux de chômage est estimé à 14%, celui d'urbanisation (capitale et chefs-lieux de province) à 9,5%
3. Le livre de F.W.RIGGS est à ce propos inspirant : le dirigeant tolère les pratiques de corruption en acceptant par exemple que sa parenté, sa clique d'amis, réunis ou non au sein des réseaux sociaux primaires, ne paient pas d'impôts et de taxes ; que les postes lucratifs de fonctionnaires soient donnés en priorité à ses obligés ; qu'aucun contrôle de l'application des lois ne soit effectué à leur égard, etc.
4. Référence faite aux divisions nées sur le continent africain sous le dualisme « Monrovia - Casablanca », la première catégorie représente le groupe des modérés composés exclusivement de l'élite hutu ; la seconde, Casablanca représente les progressistes nationalistes, d'obédience tutsie. Alors que cette divergence ne tenait à rien de plus qu'écoles de pensée fréquentées, force

est cependant de remarquer qu'elle a plutôt servi d'alibi pour toutes sortes de confrontations et d'exclusions mutuelles au Burundi.

5. En séjour prolongé en Europe alors que c'est lui-même qui pouvait assurer le trait d'union des différentes composantes sociales des populations. Trop jeune, confronté à une élite en quête de modernisation politique, il est destitué au profit de l'avènement de la première république, présidée par un capitaine de l'armée.

6. Métaphore qui évoque la tempête qui bouleverse l'ordre politique interne mis en place et entretenu par des régimes non démocratiques, en majorité par des dictatures militaires.

7. Parmi les moyens utilisés par la communauté internationale pour infléchir les éventuels comportements résistants des dirigeants au pouvoir, figure le conditionnement politique de l'aide financière. Le contenu du Sommet de la Baule, tenu en juin 1990, en est le cas de figure.

8. Le candidat présenté par le parti naguère unique et de surcroît officier de l'armée mono-ethnique tutsie est vaincu avec moins de la moitié des voix de son rival.

9. D'après le porte-parole du mouvement rebelle en force à cette période, l'armée putschiste a procédé au déracinement de plus de 800.000 paysans Hutus forcés de se regrouper dans ces camps gardés par l'armée mono-ethnique tutsie en rébellion contre la démocratie, où les attend la mort par privation de toit, de nourriture, d'eau potable et par des épidémies.

10. Article 14 du Protocole III de l'Accord d'Arusha.

11. Les mouvements rebelles exigent en particulier des préalables à toute cessation des hostilités : libération des prisonniers politiques, octroi de l'immunité provisoire des dirigeants des mouvements en question, occupation des postes clés dans les hautes sphères de décision et dans l'administration, transformation des mouvements rebelles en partis politiques dénués de toute connotation ethnique, etc.

12. Accords d'Arusha, Protocole I, Chapitre II, Article 5.1 de l'Accord pour la paix et la réconciliation

13. Selon les données ressortant du recensement des militaires, effectués sur les 14 casernes militaires, premières candidates au projet de réhabilitation, financé par le BINUB à travers le Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix au Burundi (Peace Building Fondation), chaque secteur de responsabilité d'un camp militaire compte en moyenne vingt positions

14. En Grande-Bretagne en 1973, aux États-Unis en 1974

15. Linguistique en particulier.

16. Dans les sociétés occidentales, la notion classique et monumentale de patrimoine a émergé à la suite de révolutions bourgeoises : en Angleterre, après Cromwell, à la fin du XVII^e siècle ; en France après la Révolution, au XIX^e siècle. Dans les deux cas, la société nouvelle instaurait une rupture avec les forces aristocratiques et religieuses de l'ancien régime qu'elle avait provisoirement ou durablement, écartées de la sphère politique

17. Si en Occident, la conception du patrimoine reste fondée essentiellement sur l'authenticité de la matière, cette substance a relativement peu d'importance en Extrême-Orient ou en Afrique. Ici, ce ne sont pas seulement des biens matériels à transmettre ; mais aussi des valeurs purement idéelles : croyances, savoir-faire et techniques, interdits, bonnes pratiques, etc. C'est peut-être de là que l'adage burundais tire son sens : « *Il (Roi) n'a pas besoin de connaître ce que tu manges, mais seulement ton clan d'appartenance* ».

18. Exemple : la loi n°1/6 du 25 mai 1983 qui, jusqu'aujourd'hui, n'est pas encore abrogée ou remplacée

19. Aux États-Unis par exemple, la crise précoce des industries textiles de la Nouvelle Angleterre a donné naissance à des initiatives patrimoniales, comme à Lowell, véritable ville-musée des textiles du Massachusetts.

RÉSUMÉS

Dans les pays sortant des guerres civiles, le débat sur la sécurité des institutions et des citoyens conduit le plus souvent aux restructurations des espaces militaires. Au Burundi, petit pays à très faibles niveaux de revenus et prédisposé au rent seeking, les restructurations sont contenues dans le programme de Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) dont la nouvelle Force de Défense Nationale (FDN) est l'une des principales bénéficiaires. Après avoir décrypté les traits saillants du contexte géo-historique ayant présidé à la création de celle-ci, l'auteur décrit les contenus des principaux axes de restructurations en vue : re-casernement, rationalisation et réinsertion socioéconomique, professionnalisation et moralisation des membres de la FDN. Posant ensuite son regard sur le processus même d'intégration dont il essaie de relever certaines failles conceptuelles, son point de vue débouche sur une proposition des mécanismes d'accompagnement de la réforme ; en l'occurrence la perspective de patrimonialisation pour autant qu'elle s'inscrive dans la logique de consolidation de la paix et de développement durable.

The conceptual changes related to institutions and citizens security prompts, sometimes, to military restructurings, particularly for the countries in post civil war period. In Burundi, small country with a very low level of income and characterised by rent seeking behaviour, this restructurings are contained in what we call Sector Security Reform (SSR Program). The new National Defence Force (FDN) is one the main beneficiaries of this program. After deciphering geohistorical context from which the FDN creation is originated, the author describes the contents of main axis of the restructurings in view: barracking again, rationalisation and socioeconomic rehabilitation of war veterans, professionalization and moralisation of the military corps members. Taking into consideration the integration program itself, on which the author tries to raise some conceptual challenges, his critical point of view leads to a suggestion related to accompaniment mechanisms of the reform. According to his mind, the patrimonialization outlook is seemed to be the appropriated one, as far as it is deeply embedded in the peace building process and sustainable development.

INDEX

Keywords : rent seeking, interethnic conflicts, military restructurings, integration, National Defence Force, patrimonialization

Mots-clés : rent seeking, conflits interethniques, restructurations militaires, intégration, Force de Défense Nationale, patrimonialisation

AUTEUR

ADRIEN NDAYEGAMIYE

Lieutenant-Colonel de la Force de Défense Nationale du Burundi
Conseiller principal au Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants du Burundi